

EDITORIAL

PAGES NATIONALES

“LA PAIX” CELEBREE ENTRE
LES HAUTS BOURGEOIS

Depuis le début du mois de juillet 2022, à grands renforts de publicité, la presse nationale et internationale, a annoncé la rencontre entre Ouattara, actuel gestionnaire de l’Etat néocolonial avec les deux ex- présidents encore en vie de la Côte d’Ivoire, Henri Konan Bédié et Gbagbo Laurent.

L’objet de cette rencontre devait en toute vraisemblance porter sur l’application des points d’accord du dialogue politique, qui ont fait l’objet de moult débats entre les partis politiques d’opposition bourgeoise et le RHDP. L’on a noté que ce dialogue a accouché d’une souris. Entre temps l’opposition bourgeoise s’est déculotté et a cessé d’être une opposition même de façade, comme l’illustre le vote du Président de l’Assemblée Nationale.

Cette rencontre comme il fallait s’y attendre a aussi accouché d’une souris. Maintenant, tous les désabusés, les frustrés qui croient au miracle, attendent le discours du 7 Août 2022, lors de la célébration de l’indépendance où ils espèrent, que des gestes forts du prince viendront assouvir leur soif ; ils espèrent que par magnanimité, celui-ci jettera quelques os sur lesquels ils vont se précipiter.

Pendant ce temps, rien n’est fait contre l’inflation en hausse vertigineuse face à des revenus bloqués. Le pouvoir Ouattara peut continuer à faire la sourde oreille face aux cris de colère des ivoiriens déboussolés. Les scandales financiers se mêlent aussi à cette danse macabre de détournement des deniers publics notamment la mise à disposition de 700 millions de fonds sociaux à une structure douteuse pour l’installation de centaines de salons de coiffure !

La réalité est que le combat contre le pouvoir Ouattara et la France Afrique est encore très obstrué par la politique des petits pas des pseudos partis d’opposition bourgeoise. Le peuple ne peut vaincre ses ennemis sans rompre avec les tenants de la collaboration. Nous sommes dans un combat où l’ennemi de classe ne cédera rien de gré. Il faut donc se convaincre d’aller arracher des victoires. Une fois encore est d’exiger des partis d’opposition bourgeoise d’abandonner toute lutte contre sa gestion scandaleuse

La Rédaction

LE GOUVERNEMENT DANS LE DELIT DE BRADAGE DU
PATRIMOINE FORESTIER NATIONAL



Une vue de la réserve de Dahlia Fleur

Dahlia fleur, est l’espace touristique naturel situé dans la commune de Cocody à la limite de celle de Bingerville. Il est devenu domaine public en 2007 par décret n°00895/MINEEF du 17/10/2007. Sa superficie d’environ 140 ha est le refuge de plus d’une dizaine d’espèces de mammifères et de plusieurs catégories d’oiseaux (69). Depuis le 24 mai 2022, il est au centre des tractations commerciales révélées par un média en ligne. Cette révélation a créé une réprobation vigoureuse de la population.

Pour contrer le tollé et l’indignation générale, le gouvernement a choisi de ruser avec l’intelligence des ivoiriens en envoyant au charbon son ministre du Tourisme et Loisir en lieu et place de la tutelle (Ministère de l’Environnement des Eaux et Forêts) dont dépend l’Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR) gérant des entités du genre.

Mais le Ministre du Tourisme et Loisir se jouant le célèbre et talentueux joueur brésilien Garrincha, s’est embourbé dans ses explications et a fini par se noyer lui-même et le gouvernement avec: « La réserve naturelle Dalhia fleur n’est ni cédée, ni vendue » dira-t-il d’emblée, car « Le gouvernement attache du prix à la fois à l’écosystème touristique et à la cause environnementale et ce, au sortir de la COP 15 de la convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et la sécheresse que notre pays vient d’abriter ».

Il ajoute « à terme, il est attendu, la mise en place d’un complexe hôtelier qui devrait intégrer un réceptif écologique, un parc animalier, un circuit d’écotourisme, une maison de l’environnement et de sites de loisirs » et il conclut « Il convient de préciser que le groupe Accor n’est pas porteur du projet, cependant des pourparlers préliminaires avaient été engagés avec ce groupe en vue de son intervention à la phase d’exploitation du projet ». Bravo donc à monsieur le ministre pour cet enchaînement d’aveux sans équivoque sur cette réserve naturelle apparemment non cédée, ni vendue.

Voilà les ivoiriens à nouveau face à la résurgence philosophique des Plans d’Ajustement Structurel (PAS) des années 1990 qui ont imposé la vente d’importants patrimoines nationaux à la haute bourgeoisie internationale sans que notre pays ne sorte de la pauvreté, de la misère, comme promis. Le bradage de Dalhia fleur est dans la même logique des plans d’ajustement structurel (PAS).

Le gouvernement Ouattara qui rêve exproprier l’état de Côte d’Ivoire de cet espace, bien public, pour l’offrir à ses copains et coquins nationaux et internationaux pour en faire leur business personnel, fait valoir la fausse thèse de l’embellissement de Dalhia fleur pour nécessité d’environnement sain et pour plus d’attractivité touristique à offrir à la population. Ce stratagème gouvernemental n’a pas eu raison de la vigilance des ivoiriens, de la société civile ivoirienne qui se sont levés et d’une seule voix ont dénoncé et condamné l’acte surnois de vente des biens communs des ivoiriens. Il faut saluer cet autre pas franchi par des ivoiriens dans la naissance et la consolidation de la conscience nationale. Par leur mobilisation, ils ont montré qu’ils sont les propriétaires de Dalhia fleur qui n’est pas à vendre et qui ne sera pas vendue. Rappelons que par sa grande mobilisation, l’opini-

SOMMAIRE

- Editorial :
 - La “paix” célébrée entre les hauts bourgeoisP1
- Pages nationales :
 - Le Gouvernement Ouattara dans le délit de bradage du patrimoine forestier national.....P1-P2
 - L’école ivoirienne en détresseP2
 - Célébration du nouvel an Kamit : communication du PCRCI au panel organisé par le parti UMOJA-CI.....P2-P3
 - Massacre d’un troupeau de bœufs et assassinat d’un éleveur à Toumodi par l’armée française d’occupationP3
 - Déclaration du FDDS sur la situation nationale.....P4
- Sport : Election à la présidence de la FIF : Est-ce le déclic pour la naissance d’une nouvelle conscience ? P4
- Souvenons-nous du camarade Bamba Maurice, décédé le 22 juillet 2020.....P4

-on nationale a fait avorter dans un passé récent la tentative d'expropriation d'une partie de la forêt du Banco au profit du métro d'Abidjan. Les ivoiriens se veulent désormais sentinelles de la sauvegarde de leurs riches et divers patrimoines nationaux. Et ce n'est que le début du commencement. N'en déplaise à ces hauts bourgeois ivoiriens pro-impérialistes pour qui, l'Etat et les peuples sont destinés à être toujours dépossédés de leurs biens au profit de leurs amis hauts bourgeois internationaux.

Cette réserve naturelle qui apporte sa pierre de touche à l'équilibre de l'écosystème d'Abidjan qui en a bien besoin, n'est plus à vendre et ne doit pas être vendue. Les ivoiriens la trouvent magnifique dans son état naturel et s'opposent avec fermeté à tous changements ou modifications de son identité originelle.

Que le gouvernement Ouattara s'engage dans la voie de sa protection et préservation en l'entourant simplement des balises qui la protègent des agressions des riverains. Les espaces publics à embellir, autres que Dahlia fleur sont suffisamment nombreux à commencer par le Zoo d'Abidjan en état actuel de mort lente et qui aurait aimé bénéficier du pouvoir Ouattara un avenir touristique et écologique bien plus attrayant. **L.Legrand**

L'ECOLE IVOIRIENNE TOUJOURS DANS LES PROFONDEURS DE LA DECADENCE

Les examens du CEPE et du BEPC qui viennent de sanctionner l'année scolaire 2021-2022 pour le primaire et 1er cycle du secondaire de l'école ivoirienne, ont donné les résultats suivants : CEPE : 442558 admis sur 683 386 candidats soit 64% de réussite. BEPC : 150 000 admis sur 547 000 soit 71% d'échec. Quant aux résultats du baccalauréat 2022, nos analyses dans nos prochaines éditions. Mais les 1ères estimations font état d'un taux d'échec avoisinant 69% (Total candidats 319 847 : admis 98 446=30,78% ; échec 221 401= 69,22%).

Ces résultats calamiteux reflètent en vérité le niveau réel faible du système ivoirien du savoir. L'école primaire, en dépit des pourcentages nationaux dépassant la moyenne nationale, 52,51% en 2021 et 64% en 2022, peine toujours à se rapprocher de l'indice scolaire international de progrès (70% - 80%). Quant au BEPC, les taux de réussite sont dans la constance de leur déclin : 53,17% en 2020, 41,21% en 2021 et 28,89% en 2022.

L'école ivoirienne va donc très mal comme l'est d'ailleurs la société ivoirienne dans son entièreté. Une société ivoirienne où toutes les pourritures sont célébrées. L'immoralité ou la perversion se sont installées en toute impunité au cœur de cette société. Des concitoyens excellent dans la médiocrité et la jeunesse dans la délinquance inouïe sans que cela ne préoccupe les gouvernants, les autorités compétentes.

La nature a horreur du vide dit-on. Face à l'indifférence généralisée des gouvernants, le système éducatif ivoirien s'est corrompu et s'est perverti. L'honnête citoyen ivoirien est aujourd'hui dans une situation de mise en quarantaine face l'insécurité quasi permanente de son environnement.

La Côte d'Ivoire 1er producteur mondial du cacao, 7ème du café et 3e de la noix d'acajou, est dans l'incapacité sous la gouvernance politique, sociale et économique Ouattara de faire de la population ivoirienne, 1ère consommatrice desdits produits. Ironie du sort, le pays est devenu la nouvelle plaque tournante à l'échelle continentale et mondiale des stupéfiants et sa jeunesse toute tendance confondue et surtout scolaire consommatrice des diverses drogues en libre circulation.

Comme on le voit, la remontée de la pente scolaire exigera des efforts titanesques à chaque palier de l'institution. Elle demandera que soit repensé le système éducatif national à savoir son organisation structurelle, l'offre académique et pédagogique, la qualité des formateurs et des apprenants.

Le gouvernement Ouattara organisateur des états généraux de distribution d'enveloppes d'argent à ses partisans seuls invités au festin sur l'école ne dira pas le contraire. Quant aux participants invités et bénéficiaires de la manne financière du gouvernement, bien entendu, ils s'enfermeront dans la politique de l'autruche, pour encenser Ouattara, le seul et meilleur bâtisseur que la Côte d'Ivoire ait connu et trouveront dans ces médiocres résultats des motifs de satisfaction.

Pourtant les malheurs qui guettent la jeunesse ivoirienne et hypothèquent le développement enrichissant et durable de notre pays se bousculent aux portes de notre système éducatif décadent. Ils emporteront à coups sûrs de nombreux enfants des pauvres si nous restons indifférents des politiques des hauts bourgeois qui nous gouvernent.

Il est temps que le peuple ivoirien et la société ivoirienne tout entière se réveillent et acceptent de faire sortir l'école ivoirienne de cette léthargie incompréhensible qui perdure. Des états généraux qui ont clos leurs travaux depuis cinq mois et qui peinent encore à livrer les conclusions de ses assises devant permettre la résolution des problèmes de l'école et à indiquer les voies, par lesquelles, il faut commencer. C'est à croire que le business dans le système éducatif ivoirien a été l'enjeu principal au centre de ces retrouvailles entre copains et coquins. D'ailleurs beaucoup de participants de surcroît enseignants, sont des promoteurs des écoles privées et partisans du moindre effort intellectuel pour la réussite sociale. Ils n'ont que

faire donc des conclusions de ces états généraux. Nos langues nationales, creuset du génie de chaque peuple sont d'ailleurs enfermées dans leur tiroir vernaculaire et attendent mourir tranquillement de leur belle mort.

Même le français, notre langue nationale est en train d'y perdre son latin et est menacé dans sa logique et rigueur grammaticales et orthographiques par la phonétique, bientôt érigé en méthode de transmission du savoir dans notre système éducatif. L'arrêt de la descente aux enfers de l'école ivoire c'est pour maintenant afin que le pays se donne toutes les chances de rebondir dans une décennie.

Les maux dont souffre notre système scolaire sont connus depuis belle lurette. Tous les acteurs et partenaires de l'école doivent sans exclusive se mettre au tour de la table pour redéfinir notre système éducatif dans son organisation, dans ses objectifs à la fois humains, matériels et financiers. Débarrassons l'école ivoirienne des demi-formateurs, des demi-apprenants, des demi-programmes, des enseignants et élèves 'nouchi'.

Tous ensemble, donnons à notre école toutes ses lettres de noblesse et aidons-là à relever le défi de l'excellence qui commande la qualité des ressources humaines, du contenu académique, la formation et l'offre pédagogique, l'investissement financier et la construction d'écoles mixtes et l'élargissement de l'âge scolaire obligatoire (18 ans), le respect des conventions entre l'état et les partenaires de l'école. Il faut se convaincre que seule la révolution démocratique et populaire et antiimpérialiste contre la France Afrique et ses supports peut inverser cette tendance. **L. Legrand**

NOUVEL AN KAMIT : Communication du PCRCI au panel organisé par UMOJA-CI



Une vue de la table de séance du panel avec O. Messou du PCRCI 2ém à partir de la gauche

Thème du panel : Les Etats unis d'Afrique ou les Unions continentales et/ou régionales ? Quelle voie pour la souveraineté et la renaissance Kamit de la Côte d'Ivoire et de l'Afrique ?

Constat :

Le Kamitisme est né dans la diaspora en tant que mouvement spirituel et philosophique pour combattre la marginalisation systématique du noir et les falsifications des faits au cours de l'Histoire. La renaissance kamit spirituelle et scientifique entend propager chez les africains et dans le monde dans les autres civilisations, la culture de nos ancêtres dont les vertus cardinales sont : la droiture, la justesse, la vérité, la générosité, le partage.

Quatre siècles d'esclavage par les puissances orientales et européennes, un siècle de colonisation par les puissances capitalistes européennes, suivie depuis 1960 par la néo-colonisation, ont défiguré la société africaine, mère de l'humanité. On peut affirmer qu'aujourd'hui, tous les pays africains sont dominés au plan économique, politique et culturel, par l'impérialisme international

Objectif :

L'objectif du combat panafricain est la conquête de la souveraineté et de la renaissance africaine. La question de la souveraineté de l'Afrique, se pose en termes d'émancipation globale de la société africaine dans le concert des nations. Or l'histoire universelle démontre qu'aucun peuple, aucune nation ne peut s'émanciper sous la domination extérieure.

La question de la renaissance de l'Afrique se pose en terme d'immersion de nos sociétés dans les cultures africaines, leur connaissance, leur adaptation par la valorisation de ce qui est positif à l'époque actuelle. Aussi, les Etats Unis d'Afrique, la superstructure politique que nous appelons de tous nos vœux passent et ne peuvent passer que par l'union de nations libérées du joug de la domination extérieure.

La question fondamentale est la voie pour arriver à l'unité africaine, c'est-à-dire à la fédération des Etats africains libérés.

La tactique

Thèses

- 1- Nous sommes à l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne. Aussi, l'émancipation d'un peuple, d'une nation, d'un continent, ne peut que s'inscrire dans le processus dialectique de la libération de l'humanité toute entière de l'exploitation capitaliste.
- 2- L'unicité du genre humo est un acquis scientifique qui règle le problème de l'égalité entre les races et les hommes.
- 3- Les découvertes archéologiques et les recherches anthropologiques indiquent que l'Afrique et ses habitants, les noirs sont au début de la société actuelle.
- 4- La société africaine et l'Afrique ont été défigurées par des attaques de forces



sociales étrangères.

- 1- La colonisation et la néo colonisation sont les dernières attaques contre l'Afrique ; elles la marquent historiquement.
- 2- La formation des micros nations héritées de la colonisation est une donnée historique.
- 3- L'unité des peuples africains passera nécessairement par une succession de combats de classes entre les forces progressistes et les forces rétrogrades attachées à l'exploitation de l'homme par l'homme.
- 4- Elle passera d'une part par la libération de chaque nation dominée par l'impérialisme et d'autre part par la fédération des nations libérées.
- 5- L'émancipation de l'Afrique doit inclure l'émancipation politique, économique et sociale, mais aussi l'émancipation culturelle.
- 6- La libération d'une nation ne peut intervenir que si les contradictions de classes dans ce pays, entre les forces patriotiques et les forces liées à l'impérialisme arrivent à maturité pour cette libération.
- 7- Le niveau des contradictions de classe est différencié d'une nation à une autre. Aussi, les libérations des nations ne pourront en conséquence qu'être successives et étalées dans le temps et l'espace, au-delà des régions. Les nations libérées serviront de base arrière aux luttes des peuples dans les pays non encore libérés.
- 8- Aucune nation ne peut être libérée par une autre nation africaine, cette dernière fut – elle libérée, pour éviter une domination déguisée d'africains par des africains.
- 9- La participation des afro descendants à cette nouvelle unité africaine doit se concevoir aussi bien au plan politique qu'au plan culturel.

Résumé :

Oui pour l'émancipation et la renaissance africaine dans un processus révolutionnaire.

Oui pour une nation africaine, débarrassées des forces rétrogrades.

Pour y arriver, partir des nations libérées du joug de l'impérialisme et construire cette Afrique nouvelle, cette Afrique qui renaît pour prendre sa place dans le monde actuel.

Olivier Messou, membre du Comité central

LE MASSACRE DE TROUPEAUX ET L'ASSASSINAT D'UN PAYAN\$ A TOUMODI PAR L'ARMEE FRANCAISE D'OCCUPATION.



Un blindé de l'armée française qui occupe le territoire ivoirien

Le 19 avril 2022, l'armée française a tué un éleveur du nom de DOURCI BARRY et a massacré son troupeau (une soixantaine de bœufs). Selon les informations d'un détachement de l'armée française, « La zone de Boni-Andokro se trouve dans le centre du pays et abrite le camp militaire ivoirien de Lomo-Nord » Dans le cadre d'un accord de défense avec la France cette armée française a conduit dans cette région, une campagne de tirs avec des canons d'obus de 155 mm de type Caesar ».

De quelle manière l'information a été divulguée en Côte d'Ivoire sur le meurtre de l'éleveur ? Quelles ont été les réactions du gouvernement de la France et du gouvernement ivoirien ? Ce sont les journaux français qui ont donné l'information sous la forme de faits divers : « décès d'un éleveur et son troupeau », « mort d'un jeune éleveur et son troupeau... ». Ces titres font penser à une épidémie soudaine qui a frappé l'éleveur et son troupeau. Or il ne s'agit pas d'une fin de vie normale mais de quelqu'un qui a été tué par un obus de l'armée française.

Les exercices militaires non contrôlés en Côte d'Ivoire ont lieu dans le cadre de l'application des accords militaires de défense signés entre le gouvernement de France et le gouvernement de Côte d'Ivoire en 1961. La base militaire française est installée à Port Bouët en Côte d'Ivoire. L'article 4 de cet accord mérite d'être cité : « La république de Côte d'Ivoire, la République du Dahomey, la République du Niger reconnaissent à la République française la libre disposition des installations militaires nécessaires aux besoins de la défense » ; la circulation sur le territoire, dans les espaces aériens et dans les eaux territoriales, l'utilisation des infrastructures portuaires, maritimes et fluviales, ferroviaires, aériennes et des réseaux postaux et télécommunications ; l'établissement et l'utilisation sur le territoire et dans les eaux territoriales, des balisages aériens et maritimes et des moyens de transmissions nécessaires à la sécurité et à l'accomplissement des missions des forces françaises. » Cet accord n'a pas connu de changement significatif depuis sa signature. Il est toujours en vigueur.

Pour les officiers français, ce qui s'est produit a eu lieu « dans une zone de tir de l'armée française. » Y va-t-il une zone de tir réservée à l'armée française ? Ces officiers ajoutent que la population était informée. Les barrières étaient abaissées. Ils indiquent que l'armée ivoirienne a un camp à LOMO Nord. D'après toujours les officiers français : « Le 19 avril, un jeune gardien de bœufs et son troupeau sont morts lors d'une explosion, dans une zone où les soldats français menaient des exercices militaires ». Ils indiquent en outre : « Cette campagne de tir a été organisée dans le strict respect du cadre réglementaire en vigueur et en accord avec les autorités militaires locales. Avant le déclenchement des tirs, les mesures de protection prévues ont été correctement mises en œuvre (barrières abaissées, panneaux de signalisation) », se défend l'armée française. La population locale a été informée de cette campagne de tir et avait connaissance de la zone interdite ». L'armée française a pris donc toutes les précautions pourrait-on croire.

Mais alors d'où vient qu'un berger et son troupeau ont pu être ainsi massacrés 60 bœufs rapportent-ils. L'arme utilisée (un canon d'obus de 155mm long de 52 calibres, Caesar équipé d'un système d'artillerie qu'on n'utilise que dans une guerre de haute intensité était-elle indiquée dans l'exercice militaire dans une telle région ? Cette arme fait partie des obus de nouvelle génération de l'armée française, envoyée par la France en Ukraine pour combattre les russes. Toutes ces précisions de langage des officiers français ont pour but de masquer le crime de l'armée française, culpabiliser la victime et la Côte d'Ivoire puisque malgré toutes les précautions prises, l'éleveur inconscient s'est aventuré dans la zone interdite, l'armée française est innocente, et n'a aucune responsabilité mais comme ces auteurs du massacre sont humanistes et généreux, ils ont contribué à l'organisation des funérailles, L'armée française dit-on a ouvert une enquête de même que la gendarmerie nationale ivoirienne. Qu'attendre encore de telles enquêtes ? Puisque la victime a tort. Une façon probablement d'étouffer toute recherche sur ce crime abominable et les dédommagements auxquels doivent prétendre la famille du bouvier et le propriétaire des bœufs.

De quoi s'agit-il en réalité ? L'exercice militaire de l'armée française s'est déroulé dans une zone peuplée de paysans ; c'est aussi une zone où transitent des bouviers venus du nord et qui y font paître leurs bêtes. Des tirs avec des canons de 155 mm de type Caesar dans une telle zone n'est-il pas un gros risque pour les populations et leurs biens ? Le rayon d'action de tels obus sont si vastes et si meurtriers qu'on ne les utilise que dans les conflits de haute intensité comme on le voit dans la guerre ukrainienne. Tuer près de soixante bœufs témoigne de la dangerosité d'une telle arme qu'on ne devrait pas l'utiliser dans n'importe quels exercices et n'importe où.

Les pays néocoloniaux comme la Côte d'Ivoire servent de cobaye pour les nouvelles armes françaises. Pour tester leur bombe atomique, les français ont effectué leurs premiers essais nucléaires dans les colonies, dans le Sahara algérien dans les années 1960, dont les conséquences radioactives se poursuivent encore aujourd'hui, d'après les Algériens ; c'est ensuite en Nouvelle Calédonie que se sont poursuivis les essais atomiques français. Les accords néocoloniaux autorisent la France à procéder à des essais militaires même dangereux dans les colonies et néo colonies loin de la France métropolitaine sans un droit de regard des autorités sur ce que font les français.

Au moment où les luttes des peuples ont conduit à la reconnaissance de leur souveraineté, la trahison de leurs dirigeants ont permis à la France de continuer à mener la politique coloniale faite de non-respect des peuples colonisés. Les journaux français parlent (de décès, de la mort d'un éleveur...) comme s'il s'agissait d'une mort naturelle. Les titres traduisent ainsi la banalisation du crime de l'armée française.

L'armée française n'a plus sa place en Côte d'Ivoire depuis la proclamation de l'indépendance, car toute armée est au service de sa nation ; c'est ainsi que l'armée française en Côte d'Ivoire est là principalement pour protéger les intérêts de la France comme il l'a prouvé en 2011 en imposant Alassane Ouattara. Après plus de soixante ans d'indépendance, La présence de l'armée française est une négation de l'indépendance et de la souveraineté nationale.

C'est pourquoi tous les patriotes et les anti-impérialistes conscients doivent militer pour le départ de l'armée française. Comme le chante Alpha BLONDY : « Armée française hors de chez nous ! » **Par Cressou**

DECLARATION DU FRONT DE DEFENSE DE LA DEMOCRATIE ET DE LA SOUVERAINETE (FDDS) SUR LA SITUATION NATIONALE

Le 3 juillet 2022, la Conférence des Présidents du FDDS s'est réunie au siège de l'organisation à Abidjan, à l'effet d'examiner la situation nationale et internationale, afin de définir les tâches politiques stratégiques qui s'imposent aux peuples de Côte d'Ivoire.

Au plan national, la situation est principalement marquée par : une inflation très préoccupante et que rien ne semble pouvoir arrêter, malgré les protestations des populations et la mobilisation des organisations de consommateurs. L'inflation touche notamment le coût des loyers d'habitation, les prix des denrées de premières nécessités, l'énergie et le transport.

Tous ces ingrédients réunis participent à l'aggravation de la misère qui sévissait déjà au sein des couches populaires du fait de la politique ultra libérale du pouvoir Ouattara ;

Nous ne manquerons pas de mentionner comme facteurs aggravants de la détresse citoyenne et de la morosité sociale, la multiplication des détournements des deniers publics ; une accalmie relative sur les fronts des luttes sociales et politiques du fait de la démission des partis d'opposition dits significatifs PDCI, PPACI, FPI, UDPCI.

Face à ces fléaux qui minent notre société, le pouvoir Ouattara qui n'affiche aucune volonté réelle de trouver des correctifs, malgré quelques déclarations laconiques, semble en réalité être dans l'incapacité d'y apporter des solutions crédibles. Des mesures et autres décisions ont été édictées à grand renforts de publicités, mais le contenu du panier de la ménagère continue de désemplir ; les prix des produits vivriers connaissent une flambée du fait de l'augmentation du coût du transport, mais aussi du fait des guerres dans la sous-région et de l'embargo sur le Mali ; les ménages n'arrivent pas à se loger ; le transport connaît une hausse du fait de la hausse du carburant et des nombreux péages sur les routes.

Concomitamment à cette tragédie sociale qui se joue sous nos yeux, la Côte d'Ivoire connaît une flambée d'un narcotrafic où, à la faveur des dernières interpellations de la Police, des hommes et femmes évoluant au sommet de l'Etat sont cités. Parallèlement l'on assiste à une accélération de l'accaparement des biens de l'Etat au profit des membres du clan au pouvoir. Ainsi, des forêts classées sont menacées de destruction au profit des multinationales dans l'hôtellerie ; l'exploitation clandestine de l'or se poursuit à grande vitesse et se repend dans presque toutes les régions.

Les détournements de deniers publics notamment dans les administrations publiques, dans les sociétés à participations financières majoritaires publiques, se multiplient sans une volonté réelle d'arrêter la spirale. Les mis en cause de ces vols sont débarqués et remplacés par leurs adjoints, notamment au Fonds d'Entretien Routier (FER).

En ce qui concerne la drogue, entre 2017 et 2018, 286 tonnes ont été saisies. En 2020, ce sont plus de 450 kg en provenance du Brésil qui ont été interceptés par les forces de l'ordre. En 2021, ce sont 1056 blocs de cocaïne pesant 1,56 tonne et estimés à plus de 25 milliards de FCFA, qui ont été saisies ; en 2022, ce sont encore 1,56 tonnes estimés à plus de 25 milliards de FCFA.

Cette affaire des saisies de drogue, démontre que le système néocolonial en vigueur en Côte d'Ivoire prend l'eau de toute part. Elle démontre que le pays est devenu la nouvelle plaque tournante des dealers de tout acabit du monde, un pays où des hommes d'affaires véreux, s'installent et exercent leurs activités jusqu'à un certain seuil sans que les renseignements généraux si prompts à détecter les coups d'Etat ne les démasquent.

Elle est la preuve de l'incapacité des dirigeants actuels à garantir la sécurité du pays, favorisant la présence de personnes dangereuses sur le territoire, comme les djihadistes, qui se signalent par des attaques répétées dans le nord du pays. Elle renseigne aussi sur l'ampleur de la corruption qui gangrène le pays.

Elle lève un coin de voile sur le degré de cupidité, de laxisme et la complaisance qui caractérisent les dirigeants politiques et administratifs de la Côte d'Ivoire. Pour le peuple, cette affaire invite à un regain de mobilisation contre la souillure, la corruption et tous les maux qui le maintiennent dans sa situation de précarité actuelle.

Face à cette situation sociale et sécuritaire préoccupante, l'on constate un arrêt total de la résistance populaire du fait de la démission des partis d'opposition dits significatifs qui continuent d'avoir une grande influence sur les masses populaires. La capitulation entamée en octobre 2020 de cette opposition s'est accentuée en mars 2021 par sa participation au dialogue national initié par le pouvoir Ouattara, afin d'obtenir sa participation aux élections législatives. Par sa dernière participation au dernier dialogue politique en mars 2022, en préparation des élections des conseillers communaux et régionaux, elle a atteint le niveau d'alerte maximum de la trahison. La tactique de Ouattara et de ses maîtres impérialistes qui consiste à organiser des dialogues politiques à chaque tournant de la vie politique nationale, semble avoir atteint ses objectifs à savoir, la démobilisation des peuples en lutte, la reddition des partis d'opposition. Il ressort de tous ces simulacres de discussion, que le pouvoir Ouattara a les mains libres pour appliquer les décisions de ces dialogues politiques. En effet tous les participants à ces discussions sont d'accord pour ne faire que des recommandations non contraignantes à Ouattara qui peut en conséquence les mettre en œuvre selon son calendrier et sa volonté. En juin 2022, ce fut la cerise sur le gâteau. Tous, au nom de la "paix", ont soutenu le candidat du RHDP et l'ont porté solennellement à la tête du 2ème pouvoir. Désormais les critiques ou les appels à la lutte contre le pouvoir Ouattara de la part de ces partis ne sont que du vent. Tous sont d'accord sur l'essentiel, à savoir la gestion du pouvoir néocolonial.

SPORT

ELECTION A LA PRESIDENCE DE LA FIF : EST-CE LE DECLIC DE LA NAISSANCE D'UNE CONSCIENCE NATIONALE ?

L'élection à la présidence de la fédération ivoirienne de football était attendue depuis belle lurette. Pendant de longs mois, elle a cristallisé l'attention des ivoiriens de la ville et de la campagne et elle a enfin fini par arriver le samedi 23 avril 2022 à Yamoussoukro après moult péripéties. Les 81 électeurs présidents des clubs de football et de groupes d'intérêts du football, ayant droit de vote, ont porté à la tête de la fédération, le candidat Yacine Idriss Diallo (YID) pour 4 ans. Le président élu n'est pas le choix de la majorité des amoureux du football et de l'opinion publique nationale en général ; mais c'est le choix des grands électeurs.

Cette élection aura instruit l'ensemble de la communauté nationale sur la face hideuse cachée de notre football avec ses nombreux « rouages », équivalents des groupes de mafieux dans le trafic de drogue. Elle a aussi révélé à la Côte d'Ivoire entière et au monde entier l'intérêt immense que les ivoiriens portent pour leur fédération et la naissance d'une nouvelle conscience nationale porteuse d'espoir et qui transcende désormais les préjugés religieux, ethniques, régionaux et de couleurs de la peau et s'inscrit dans un destin national commun. La candidature de Didier Drogba à cette élection a été le catalyseur du réveil de la nouvelle conscience nationale ayant pour devises, le travail, le mérite, l'amour de la patrie, le combat contre les groupes occultes appelés « rouages » qui dirigent la fédération. Une nouvelle Côte d'Ivoire patriotique qui milite pour le destin commun national, pour l'ivoirien des idées novatrices et des mérites multiformes, qui prône le respect et l'égalité de tous, qui rejette les « rouages » est en cours dans ce secteur.

La nouvelle page du football ivoirien pour les 4 prochaines années s'écrit désormais avec YID qui est prévenu des attentes du peuple de Côte d'Ivoire qui rejette désormais les groupes mafieux appelés « rouages et autres mythes », constitutifs d'un système opaque dans le monde du football ivoirien.

Les premiers pas de Yacine Idriss Diallo, portant désignation de l'encadrement technique de l'équipe nationale, n'ont pas rompu avec les « rouages » : Les critères de choix de l'entraîneur étaient secrets, comme l'est le montant de la rémunération. Les compétences nationales sont méprisées, dévalorisées. Les expatriés sans références sont valorisés. On peut également noter de cette gouvernance, la suffisance, l'orgueil comme pour dire aux supporteurs « je ne dépends pas de vous, vous pouvez "causer", vous n'avez pas le pouvoir de me faire bouger ». Que la marmaille, les "rouages" ont du mal à sortir de la FIF ! Mais l'espoir est permis avec la conscience nationale naissante.

Sur le terrain, les dirigeants des clubs qui n'ont pas suivi la volonté de leurs supporteurs, payent cache pour l'instant leur trahison. Les matchs sont boycottés, les dirigeants hués à chaque compétition. Une organisation informelle, imparfaite, est constamment mise en place à chaque compétition soit pour apporter le soutien populaire à ceux qui ont voté Drogba ou pour punir ceux qui ne l'ont pas voté. C'est comme une sorte de "gilets jaunes" mobilisés constamment contre leur ennemi. Souhaitons vivement que tous les amoureux du football, sortent de l'informel, s'organisent scientifiquement, pour faire reculer la marmaille dans ce secteur et y faire entrer le patriotisme. *P.Pagoti*

Souvenons-nous du Camarade Bamba Maurice, décédé le 22 juillet 2020

22 juillet 2020- 22 juillet 2022, cela fait 2 ans que Bamba Maurice, membre du Comité Central du PCRCI, nous a quittés, deux ans qu'il est parti contre le gré de tous ceux qui l'aiment et l'admirent ; mais nous sommes convaincus et nous souviendrons toujours de ce que ta vie a été pleine d'engagements et d'actions pour le peuple de Côte d'Ivoire, d'Afrique et du monde. Que la terre te soit légère. Achv Ekissi. Secrétaire Général du PCRCI

